

Le mouvement des leaders religieux interpelle la communauté internationale

Madagascar Liberté - 10/11/10

Nous, les leaders religieux du mouvement des leaders religieux, prenons la responsabilité d'interpeller la communauté internationale et les pays amis de Madagascar sur la situation qui prévaut dans notre pays :

1 – Le mépris du droit de l'Homme et de la liberté :

La liberté d'expression n'existe plus. Les forces de l'ordre sont utilisées, à des fins politiques, pour mâter ceux qui persistent à faire connaître leur opinion. Les preuves sont :

- Le monopole du media public par les partisans de la HAT.
- L'interdiction ou la complication des formalités administratives pour l'organisation de réunion publique.
- Les difficultés pour l'obtention de l'autorisation pour l'organisation d'un culte pour le pays.
- La fermeture des médias ne partageant pas le point de vue des dirigeants.

Le comble c'est que tout cela est fait au nom de la LOI.

2 – La terreur et les menaces de mort à l'endroit des ecclésiastiques.

Depuis une semaine des menaces incessantes sont proférées à notre encontre sur notre convocation aux forces de l'ordre et notre arrestation, pour des raisons inconnues. Les journaux de la capitale parus, depuis jeudi 29 octobre 2010, ont mentionné leur existence pendant et après les préparatifs du culte du Lundi 01 Novembre 2010, à Antsahamanitra et, jusqu'à ce jour.

De source bien informée, on apprend l'existence d'un projet d'arrestation avec violence et attentat à la vie des leaders religieux du mouvement des Ecclésiastiques. Faut – il rappeler que nous avons été traqués pendant trois mois par des membres des forces de l'ordre armés à notre domicile, obligeant toute notre famille à le quitter avec regret.

3 – L'absence de considération des détenus politiques 2009-2010.

Il n'y a aucune considération pour les grévistes de la faim, même pour ceux qui sont malades. Certains qui ont bénéficié d'une liberté provisoire ont été vite réincarcérés, à la suite d'invention de nouvelles charges.

En conséquence, nous interpellons les pays amis et partenaires de Madagascar à assumer leur responsabilité pour que le pouvoir cesse cette pratique indigne du 21ème Siècle. Madagascar est signataire des différentes conventions internationales sur la défense du droit de l'Homme et de la liberté donc tous les dirigeants, sans exception, devraient les honorer. Si aucune mesure exceptionnelle n'est prise dans ce sens, la situation va continuer à se dégrader et va engendrer des troubles Sociaux difficiles à maîtriser.

Antananarivo, le 08 novembre 2010

MOUVEMENT DES LEADERS RELIGIEUX

Pasteur RANDRIAMISATA Roger
Pasteur RAMAMONJISOA Philibert
Pasteur RAFANOMEZANTSOA Maurice de Dieu
Pasteur RAVELOSOA ANDRIAMAMONJY Mickaël
Pasteur RAZAFINIARIVO Fidison
Pasteur RANAIVONARIVO Tiana Alisoa
Pasteur RANDRIAMAHADIMANANA Falisoa
Pasteur RAVELONARIVO Cyriaque
Pasteur RAFANONERANTSOA Valisoa